

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCATP)

Acheteur

Ministère du Partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, par arrêté préfectoral du 21 avril 2023, madame la cheffe de service par arrêté de subdélégation du 29 août 2024

Objet du marché

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relative aux opérations d'infrastructure routière sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL PACA

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **17/03/2025 à 17h00**

Le présent CCATP comporte 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	7
1-8. Ordres de service.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. AUTORITÉ – MOYENS – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	10
3-1. Autorité du coordonnateur SPS.....	10
3-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	11
3-3. Conditions d'exécution.....	12
3-4. Réception des prestations.....	12
3-5. Achèvement de la prestation.....	12
ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
4-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
4-3. Variation dans les prix.....	14
4-4. Paiement direct des sous-traitants.....	15
ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	15
5-1. Durée du marché, délais d'exécution, pénalités pour retard d'exécution.....	15
5-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17

5-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	17
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	18
6-1. Retenue de garantie.....	18
6-2. Avances.....	18
ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	18
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
9-1. Admission.....	19
9-2. Garantie des prestations.....	19
ARTICLE 10. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....	20
11-1. Principes généraux.....	20
11-2. Spécificités techniques de l'opération.....	20
11-3. Décomposition de la mission.....	20
ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	23
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du CCP.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent accord-cadre porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs relative aux opérations d'infrastructures routières de catégorie 1, 2 ou 3 (selon les bons de commande) au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail. Cela peut concerner la phase conception comme la phase réalisation.

Les lieux d'exécution des prestations se trouvent en région PACA :

- lot 1 : départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse,
- lot 2 : départements des Alpes de Haute Provence et des Hautes-Alpes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA. Chaque bon de commande précise s'il s'agit d'une phase de conception, de réalisation ou de conception et réalisation, ainsi que la catégorie de l'opération.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. La cheffe du service transports, infrastructures et mobilité (STIM) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).

2. Le chef d'unité ou le responsable d'opération pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI).

1-2.2. Autres intervenants

Les renseignements, noms et missions, concernant l'ensemble des intervenants seront précisés si nécessaire lors de l'émission de chaque bon de commande, le cas échéant.

1-2.3. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, les adresses postales ou électroniques du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Suivant le montant des commandes et dans le cadre de leurs délégations, les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par :

- le (ou la) chef(fe) du Service Transports Infrastructures et/ou son adjoint,
- le (ou la) chef(fe) de l'Unité Maîtrise d'Ouvrage et/ou ses adjoints,
- le (ou la) responsable d'opération ou le (ou la) chargé(e) de mission.

Chaque bon de commande précise :

- la désignation et le niveau des prestations,
- la quantité commandée par niveau,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires,
- le montant par niveau de prestations,
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC,
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée,
- le(s) délai(s) d'exécution et, le cas échéant le point de départ de ce délai s'il ne court pas à partir de la notification de la commande ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique et les paramètres comptables pour la facturation

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

La décision unilatérale du représentant de l'acheteur (RA) visant à solder un bon de commande partiellement réalisé (ou à rendre définitif le paiement d'une commande partiellement réalisée), constitue une simple mesure d'exécution du contrat et ne donne lieu à aucune indemnisation.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en 2 lots géographiques : le lot 1 pour les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, le lot 2 pour les départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence.

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5-2.4 du présent CCATP.

1-6.2 Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

- Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.
- Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans les emprises des chantiers sous maîtrise d'ouvrage DREAL qu'après accord du représentant de l'acheteur.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 5-2.5 du présent CCATP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Sous-traitance

Sous réserve des dispositions de l'article 3-3 ci-après et par dérogation à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales des prestations intellectuelles (CCAG PI), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du marché.

1-7.2. Indications relatives aux travaux

La liste indicative des opérations sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL PACA, concernées par la présente consultation, est annexée au présent document.

1-7.3. Indications relatives à une phase conception

Dans le cas où le bon de commande porte sur une phase de conception, celle-ci peut faire l'objet de documents partiels successifs. Dans cette hypothèse, l'ensemble des dispositions du présent marché se rapporte à chaque dossier partiel ou global soumis au coordonnateur SPS ou établi par lui-même.

1-7.4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1-7.5. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.5.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.5.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.6. Assurances de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 3 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-7.7. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.8. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.9. Clauses sociales et environnementales

1-7.9.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-7.9.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux. Ces conditions sont les suivantes :

- Dématérialisation des livrables et limitation des déplacements (réunions en visioconférence) lorsque cela est possible.
- Utilisation de la plateforme internet de gestion électronique d'échange des documents (GED) sur les opérations qui en possèdent (à date : Rocade de Gap et desserte de Digne), afin de limiter l'envoi de mails.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

L'ordre de service de démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché sans que le titulaire ne puisse en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Les actes d'engagement (un AE pour le lot1, un AE pour le lot2) et leurs annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes , dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le Bordereau des Prix ;
- L'offre technique du titulaire ;

- Les bons de commande émis au titre de ce marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Le mémoire technique du titulaire joint à son offre en sa dernière version, cette pièce constitue un engagement de la part du titulaire dont le maître d'ouvrage pourra exiger le strict respect à peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait prévus.

ARTICLE 3. AUTORITÉ – MOYENS – CONDITIONS D'EXÉCUTION

3-1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants des opérations sous maîtrise d'ouvrage DREAL PACA est soumis au maître d'ouvrage.

3-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A – Libre accès

Le coordonnateur SPS, après commande et/ou accord du représentant de l'acheteur, a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

B – Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- les noms et coordonnées des chefs d'établissements, lorsque les travaux relatifs à un bon de commande portent sur des ouvrages en exploitation ou lorsqu'il existe des activités extérieures d'exploitation à proximité du chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants participant à la réalisation de l'opération, ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment le(s) Dossier(s) des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il(s) est (sont) établi(s) pour chaque marché de travaux concerné, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre l'informent également des réunions qu'ils organisent, auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C – Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, ou le maître d'œuvre sur demande du maître d'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'études relatifs aux "Élément AVP" et "Élément PRO" sauf stipulations différentes précisées dans le bon de commande ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS)

3-3. Conditions d'exécution

Pour chaque bon de commande, à compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du bon de commande, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir **pendant toute la durée du bon de commande ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.**

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être préalablement acceptée par le maître d'ouvrage. Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage. Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Pour un bon de commande portant sur une phase de conception :

- Dès la notification du bon de commande et à la demande du RPA, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Pour un bon de commande portant sur une phase de réalisation :

- Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier ;
- En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission ;
- À la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission ;
- Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables au bureau de Chantier qui sera désigné.

3-4. Réception des prestations

Chaque bon de commande fait l'objet d'une réception dans les conditions ci-après.

En application de l'article 27 et par dérogation à l'article 26.2 du CCAG PI, la décision par le RPA de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir dans un délai de 60 jours. Ce délai court à compter de la date de la réception par le RPA du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du CCAG PI (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

3-5. Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RPA dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Pour chaque bon de commande, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG PI après l'exécution de chaque élément de mission.

ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

4-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

4-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

4-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Chaque bon de commande peut être constitué d'un ou plusieurs prix détaillés dans le bordereau des prix.

4-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera au minimum au mois, ou sur une période plus longue selon les demandes effectives du titulaire.

Les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission, en application d'un échéancier prévisionnel de versements préalablement validé par le représentant de l'acheteur. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du représentant de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Pour un bon de commande portant sur la phase réalisation, les prestations seront réglées sous forme d'acomptes proportionnels au montant des travaux effectués depuis le début du délai d'exécution du (premier) marché de travaux.

4-2.4. Modalités de transmission et de paiement

4-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché
- le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044
- le numéro d'engagement juridique (EJ) et le code du service exécutant qui seront transmis par le service ordonnateur lors de la notification de chaque bon de commande.

Une copie de la demande de paiement sera impérativement adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

4-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4-3. Variation dans les prix

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

4-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles suivants.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site de l'INSEE

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante: uppr.stim.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que le pouvoir adjudicateur ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office. En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n - 3 / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n - 3$ = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

4-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

5-1. Durée du marché, délais d'exécution, pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations correspondant à la durée globale du marché figurent dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG, le délai d'exécution global d'une commande part de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer la première tâche ou de la date de l'accusé de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.

Le bon de commande précise le délai global d'exécution pour l'ensemble des prestations objets de la commande. Les délais particuliers d'exécution de chacune des tâches sont par défaut ceux figurant dans le tableau ci-dessous, ou le cas

échéant des délais spécifiques précisés dans le bon de commande. Le point de départ de chaque délai objet d'un « acte prescrivant le départ du délai » est précisé dans le bon de commande, ou tout acte postérieur rappelant le délai et prescrivant son point de départ, notifié selon les mêmes modalités. À défaut, le point de départ de chaque délai est la notification du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat du manquement objet de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des tâches définies dans le tableau ci-dessous, le titulaire subit une pénalité journalière fixée comme suit :

Tâche	Délai(s) / Livrable(s)	Point de départ du délai <i>sauf disposition contraire dans le bon de commande</i>	Pénalité journalière
Prise en charge de l'opération	1 mois (Ensemble des livrables mentionnés au prix C1 du BP)	Notification commande	100,00 €
Gestion de la co-activité	2 semaines (Notice à destination des entreprises, selon prix C3 du BP)	- Notification commande si opération déjà prise en charge - Notification commande + 1 mois si prise en charge de l'opération nécessaire	100,00 €
Tenue du Registre journal de coordination	Sans objet (tenue mensuelle du registre, prix C3 du BP)	Notification commande	/
Elaboration du PGCSPS	2 semaines	- Notification commande si opération déjà prise en charge - Notification commande + 1 mois si prise en charge de l'opération nécessaire	100,00 €
Mise à jour du PGCSPS	1 semaine	Demande écrite par le RA, y.c courriel	100,00 €
Elaboration du cadre du DIUO	- 2 semaines si absence de DOE préalable - 1 mois si intégration de DOE pré-existants	- Notification commande si opération déjà prise en charge - Notification commande + 1 mois si prise en charge de l'opération nécessaire	100,00 €
Complétude du DIUO	1 semaine	Transmission par le RA du ou des DOE à intégrer au cadre de DIUO	50,00 €
Projet de règlement du CISSCT	1 mois	- Notification commande si opération déjà prise en charge - Notification commande + 1 mois si prise en charge de l'opération nécessaire	50,00 €
Constitution du CISSCT, suivi et mise à jour du CISSCT, réunions du CISSCT	2 semaines (compte-rendu de réunion)	Date de réunion du CISSCT	50,00 €
Formalisation d'avis sur document d'étude	2 semaines	Transmission par le RA du document	100,00 €
Participation à l'analyse des offres	3 semaines	Transmission par le RA des offres remises lors de la consultation travaux	100,00 €
Formalisation d'avis sur document en phase réalisation	2 semaines	Transmission par le RA ou par le maître d'oeuvre du document proposé par l'entreprise travaux	100,00 €
Élaboration de la déclaration préalable	2 semaines	Demande écrite par le RA, y.c courriel	50,00 €
Examen et approbation des PPSPS y compris inspections communes	i) 2 semaines (inspection commune) ii) 1 semaine (analyse PPSPS des entreprises)	i) Demande écrite par le RA, y.c courriel ii) Réception du projet PPSPS par l'entreprise	i) 50,00 € ii) 50,00 €
Visite sur site	1 semaine (CR de visite)	Date de la visite	50,00 €
Visite sur site avec participation à la réunion de	i) 1 semaine (CR de visite) ii) 1 semaine (relecture du CR de	i) Date de la visite ii) Date de la transmission par le maître	i) 50,00 €

chantier	chantier)	d'oeuvre ou l'OPC du projet de CR	ii) 50,00 €

Autres pénalités pour non respect des délais – Prestations non mentionnées dans le tableau ci-dessus

Les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat du manquement objet de la pénalité :

- Toute absence non justifiée à une réunion de chantier entraînera, sans mise en demeure, l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT.
- La non-communication au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre du compte-rendu d'une visite inopinée hebdomadaire, démontrant la réalisation de cette visite, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT.
- En cas de non mise à jour du Registre Journal de la Coordination, le titulaire subit une pénalité forfaitaire fixée à 300 € HT.
- Si, dans le cadre du dispositif d'alerte relatif au travail dissimulé, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la personne morale de droit public pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 € HT, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Application des pénalités pour non respect des délais

Par dérogation aux articles 11.7 et 14.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement, en la complétant par les pénalités pour retard.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat du manquement objet de la pénalité.

5-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

5-2.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Pénalité forfaitaire de 500 € par manquement constaté.

5-2.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Pénalité forfaitaire de 500 € par manquement constaté.

5-2.3. Clauses sociales

Sans objet.

5-2.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €

5-2.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €

5-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6-1. Retenue de garantie

Sans objet.

6-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 €HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage d'avance est alors fixé à :

Lot	①
1	30,00 %
2	30,00 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.4 du CCATP, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

9-1. Admission

9-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

9-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le représentant de l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

9-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

9-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 9-1.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-2. Garantie des prestations

L'article 30 du CCAG-PI est applicable.

ARTICLE 10. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES

11-1. Principes généraux

Avant tout commencement de sa mission, pour chaque nouvelle opération, le coordonnateur SPS doit effectuer une visite préalable du site avec le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent CCATP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants

11-2. Spécificités techniques de l'opération

L'attention du coordonnateur SPS est attirée sur le fait que pour certaines opérations, des conditions particulières sont présentes : activité d'exploitation sur le site, accès au public, maintien de la circulation, exécutions simultanées, travaux de nuit, travaux sur falaises, travaux en tunnel, etc.

11-3. Décomposition de la mission

11-3.1. Modalités pratiques de coopération

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification d'un bon de commande, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

11-3.1.1. Mesures de sécurité

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS définit également les sujétions afférentes à la prise en compte des mesures sanitaires selon les guides en vigueur.

11-3.1.2. Gestion de la co-activité et visites d'inspection commune

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier) :

- la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels ainsi que des circulations verticales et horizontales ;
- leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

11-3.2. Registre Journal de la Coordination

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination (RJC) pour chaque opération.

Le RJC se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne, dans leur ordre chronologique, et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Le RJC ouvert en phase conception sera décomposé en autant de RJC que de marchés de travaux. Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

Les RJC devront être archivés sur site, mis à disposition des entreprises et du maître d'œuvre et, le cas échéant, être enregistrée la plateforme de Gestion Électronique des Documentes de l'opération concernée.

11-3.3. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

Son cadre est défini par les articles R.4532-42 à 51 du Code du Travail. Le cas échéant, Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à 5 relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

11-3.3.1. Élaboration

Dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP après la réception du bon de commande, il communique au maître d'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

11-3.3.2. Mise à jour

Dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP après la réception du bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPP en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

11-3.3.3. Interférences avec les activités d'exploitation

Dans le cas où la mission confiée au coordonnateur SPS, dans le cadre d'un bon de commande, concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le/les responsables des entreprises et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, mis à jour dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP

Le cas échéant, le coordonnateur SPS propose également au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux, notamment en matière de protection incendie et de toute autre risque pouvant être identifié (naturel, technologique, etc).

11-3.3.4. Accès au chantier

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

11-3.4. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail. Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Chaque bon de commande précise si le DIUO comporte les dispositions particulières pour l'entretien ultérieur de l'ouvrage ou le dossier de maintenance

Dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP après la réception du "Projet", le coordonnateur SPS communique le cadre du DIUO (plan détaillé) au maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier, d le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP à partir de la remise, par le maître d'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO.

En cas de réception partielle, le maître d'ouvrage peut demander un DIUO partiel, dans le même délai que celui prévu pour le DIUO complet tel qu'indiqué dans l'article 5-1 du CCATP.

11-3.5. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

Il est constitué et organisé en application des articles L.4532-10, 11, 18 et R.4532-77 à 94 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège et le remet dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP.

Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT, dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP. La mise à jour de la liste des participants est réputée incluse dans le prix initial.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83 et 84 et R.4532-87 à 90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBT) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans le délai fixé à l'article 5-1 du CCATP, aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

11-3.6. Avis sur les documents

11-3.6.1 Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose du délai fixé à l'article 5-1 du CCATP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

11-3.6.2. Dossier de Consultation des Entreprises

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du/des DCE ou du/des bon(s) de commande travaux, en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Le Plan Général de Coordination ;
- Le projet de règlement intérieur du Collège Inter-entreprise de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître d'ouvrage sur certains documents de consultation.

11-3.6.3. Analyse des offres

Le cas échéant, le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. À l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage.

11-3.6.4. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tout document d'exécution.

ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

l'article 1-3 du CCATP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG PI

l'article 1-7.1 du CCATP déroge à	l'article 3.6 du CCAG PI
L'article 1-7.6 du CCATP déroge à	l'article 9.2 du CCAG PI
L'article 3-4 du CCATP déroge à	l'article 26.2 du CCAG PI
L'article 5 du CCATP déroge à	l'article 14.1.3 du CCAG PI
L'article 5-1 du CCATP déroge aux	articles 11.7 ; 13.1 ; 14.1 ; 14.1.1 ; 14.1.2 et 14.3 du CCAG PI
L'article 9-1.3 du CCATP déroge à	l'article 29.3 du CCAG PI
L'article 9-1.4 du CCATP déroge au	3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI
L'article 10 du CCATP déroge à	l'article 39.2 du CCAG PI

ANNEXE 1 – Liste indicative des opérations sous maîtrise d’ouvrage DREAL PACA

